

BULLETIN D'INFORMATION AFRIQUE

Diplomatie · Économie · Gouvernance · Cybersécurité

VOL. I · N° 04 · VENDREDI 29 MAI 2026 · CONFIDENTIEL

Noeîn & Cie.

E X P E R T I S E

S R U B R I Q U E

Éditorial du Président

Le sommet qui n'a pas eu lieu

L'IAFS-IV reporté, la BAD à Brazzaville, et l'épreuve de la souveraineté africaine en régime d'incertitude

Le quatrième Sommet Inde-Afrique, prévu du 28 au 31 mai 2026 à New Delhi, n'aura pas eu lieu. Le report sine die, annoncé le 21 mai en raison de l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo et en Ouganda, n'est pas un incident sanitaire de second ordre. C'est un événement géopolitique. Pour la deuxième fois en dix ans, après le report de 2019 lié à la même cause, un sommet stratégique majeur pour le continent se brise sur une variable que les ministères des Affaires étrangères africains continuent de traiter comme exogène. La santé publique africaine n'est pas un dossier sectoriel. Elle est une dimension de la diplomatie, et la souveraineté informationnelle qui la traverse fait désormais partie intégrante de l'architecture africaine de la décision.

Pendant que l'agenda IA SPIRIT, India-Africa Strategic Partnership for Innovation, Resilience and Inclusive Transformation, était mis entre parenthèses, une autre scène s'ouvrait à Brazzaville. Les 61es Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement, du 25 au 29 mai, ont réuni 3 000 délégués autour de la première présidence de Sidi Ould Tah, sous le thème Maximiser le capital de l'Afrique pour un développement inclusif et durable. Le calendrier n'est pas une simple coïncidence : il dessine une bifurcation. D'un côté, un sommet bilatéral reporté. De l'autre, une institution panafricaine qui annonce mobiliser 4 000 milliards de dollars d'épargne africaine, lance la New African Financial Architecture for Development, et porte à 3,554 milliards de dollars le Fonds bleu pour le Bassin du Congo.

La leçon de la semaine n'est pas que l'Inde aurait failli. Elle est que toute architecture de partenariat fondée sur des promesses non auditées, des transferts technologiques non garantis et des données extraites sans clauses de localisation, est intrinsèquement fragile. Le sommet de New Delhi devait sceller des engagements en matière d'intelligence artificielle, de cybersécurité, d'infrastructures publiques numériques. Ces engagements seront repris, sans doute, mais à quelles conditions ? Le partenariat doctrinal et non sentimental que Noeîn et Cie revendique depuis ses premières publications a ici sa traduction concrète : un sommet reporté n'est pas une perte si les délégations africaines en profitent pour réécrire le cahier des charges.



Deve Maboungou

Deve Maboungou

Fondateur & Président, Noeîn & Cie.

Trois lignes de force convergent et obligent à penser. Premièrement, la dépendance algorithmique : moins de 2% des datacenters mondiaux sont implantés en Afrique. Chaque déploiement d'intelligence artificielle générative s'effectue sur des infrastructures qui ne sont ni contrôlées ni soumises aux juridictions africaines. Deuxièmement, la guerre de l'information : la publication par le consortium Forbidden Stories, le 19 mai, de 1 431 pages internes du réseau Africa Politology placé sous tutelle du SVR russe, documente 7,3 millions de dollars dépensés sur 34 pays africains en 2024. Troisièmement, la cyberguerre régionale : la campagne #OpSouthAfrica a frappé 17 entités gouvernementales sud-africaines, atteignant un pic de 1 Tbps sur le câble sous-marin Seacom.

L'enseignement de la semaine est paradoxalement positif. Le report d'un sommet bilatéral majeur, la confirmation publique d'opérations d'influence russes, le constat d'une cyber-sécurité régionale prise au piège de ses tensions internes, tout cela ne pèse rien face au signal envoyé par Brazzaville : il existe désormais une institution africaine, financièrement crédible, doctrinalement nette, qui revendique d'organiser sa propre architecture financière. La conditionnalité africaine signifie que nul partenariat n'est noué sans contrepartie tangible. Elle vaut autant pour les agences de notation que pour les bailleurs traditionnels. De l'Afrique observée à l'Afrique stratège, la transition s'opère par à-coups. L'intelligence économique souveraine n'a jamais consisté à attendre : elle commence là où l'on cesse de subir l'agenda d'autrui pour fixer le sien. Brazzaville en pose les fondations. Reste à les bâtir.

Diplomatie & Géopolitique

[IAFS-IV REPORTÉ]

IAFS-IV reporté sine die : le choc Ebola et le vide stratégique

Le quatrième Sommet Inde-Afrique, prévu du 28 au 31 mai 2026 à New Delhi, est officiellement reporté sine die. La décision conjointe du Ministère indien des Affaires étrangères et des partenaires africains, annoncée le 21 mai 2026, invoque l'urgence de santé publique liée à l'épidémie d'Ebola déclarée par l'OMS le 16 mai en RDC, avec un cas confirmé en Ouganda. C'est la deuxième fois qu'un sommet IAFS est victime d'une épidémie africaine, après le report de 2019. L'agenda IA SPIRIT devait sceller des transferts technologiques en intelligence artificielle, cybersécurité et infrastructures publiques numériques. Six pays africains, dont l'Éthiopie, le Kenya et la Tanzanie, avaient déjà signé des mémorandums préparatoires. Le report ouvre un vide que les opérateurs déjà présents, Microsoft, Google, Huawei, Alibaba Cloud, vont occuper.

Sources : [Ministry of External Affairs India, communiqué conjoint](#) | [The Diplomat, 19 mai 2026](#) | [Pretoria News, 16 mai 2026](#)

[SAHEL]

Mali : la déroute de l'Africa Corps russe

Du 26 avril au 5 mai 2026, trois villes stratégiques du nord malien sont reprises par la rébellion touareg du CSP-DPA et le JNIM : Kidal le 26 avril, Tessalit le 1er mai, Aguelhok dans la foulée. Selon le Robert Lansing Institute et BBC Russian, l'Africa Corps, successeur de Wagner après l'opération de juin 2024, ne représente plus que la moitié de ses effectifs initiaux sur le théâtre malien. La perte des trois bases révèle l'incapacité de Moscou à projeter la puissance promise à la junte de Bamako, malgré les paiements en or et concessions minières. La déroute coïncide avec la ratification par le Burkina Faso des protocoles fondateurs de l'AES. Le décalage entre la rhétorique souverainiste et la fragilité opérationnelle interroge.

Sources : [Le Monde, 5 mai 2026](#) | [Robert Lansing Institute, 11 mai 2026](#) | [The Spectator Australia, 27 mai 2026](#)

[COMMERCE]

Chine : zéro-droit pour 53 pays africains

Le 1er mai 2026, la Chine a officialisé l'application de droits de douane zéro pour les exportations de 53 pays africains, à l'exception de l'Eswatini, seul État du continent reconnaissant Taiwan. La mesure couvre 8 824 lignes tarifaires et concrétise les annonces du Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC) de septembre 2024. Selon l'Administration générale des douanes chinoises, les exportations africaines vers la Chine ont progressé de 12,7% en glissement annuel sur le premier trimestre 2026, à 24,8 milliards de dollars. La mesure consacre le statut de la Chine comme premier partenaire commercial du continent depuis 16 ans consécutifs. La question reste celle de la valeur ajoutée : 87% des exportations africaines vers la Chine demeurent des matières premières non transformées.

Sources : [Xinhua, 1er mai 2026](#) | [Africa CGTN, 1er mai 2026](#) | [Reuters, 28 avril 2026](#)

[DIPLOMATIE BILATÉRALE]

Déclaration de Nairobi : la France réinvestit 23 milliards d'euros

Le 12 mai 2026 à Nairobi, le président de la République française M. Emmanuel Macron et le président kenyan William Ruto ont signé la Déclaration de Nairobi pour la paix et la sécurité en Afrique. Le texte engage 23 milliards d'euros sur cinq ans en investissements français au Kenya et au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est, avec quatre axes : climat et énergie verte, santé et sécurité alimentaire, jeunesse et formation, défense et cybersécurité. La déclaration entérine une approche de géographie variable : la France réduit son empreinte au Sahel pour se redéployer sur le couloir oriental. Le calendrier coïncide avec l'élection de Joao Lourenço à la présidence de l'UA.

Sources : [Élysée, 13 mai 2026](#) | [Al Jazeera, 12 mai 2026](#) | [BBC Afrique, 13 mai 2026](#)

[SOUDAN]

Soudan : Nairobi propose une trêve de trois mois

Le 23 mai 2026, lors d'une réunion à huis clos à Nairobi sous égide de l'IGAD et de l'Union africaine, les forces armées soudanaises (SAF) ont présenté une feuille de route proposant une trêve renouvelable de trois mois avec les Forces de soutien rapide (RSF), assortie d'un mécanisme de vérification onusien et d'un calendrier de transition civile sur 24 mois. Les RSF n'ont pas formellement répondu. La proposition intervient alors que les RSF contrôlent désormais 60% du Darfour. La famine touche officiellement 25,6 millions de Soudanais selon le PAM. L'enjeu pour la diplomatie africaine est de produire un cadre crédible avant l'épuisement complet des leviers de médiation.

Sources : [Anadolu Agency, 23 mai 2026](#) | [African Union Peace and Security, 24 mai 2026](#) | [The East African, 24 mai 2026](#)

Économie & Intelligence Économique

[SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE]

BAD Brazzaville : NAFAD mobilise 4 000 milliards de dollars

Les 61es Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement, ouvertes le 25 mai 2026 à Brazzaville, ont rassemblé 3 000 délégués pour la première session présidée par Sidi Ould Tah, élu en mai 2025. Le thème central, Maximiser le capital de l'Afrique pour un développement inclusif et durable, se décline en quatre points cardinaux : architecture financière souveraine, énergie et résilience climatique, capital humain et productivité, économie bleue et capital naturel. L'annonce la plus structurante est la New African Financial Architecture for Development (NAFAD), visant à mobiliser les 4 000 milliards de dollars d'épargne intra-africaine pour combler le déficit annuel de financement du développement estimé à 400 milliards de dollars. Le 16e cycle du Fonds africain de développement (FAD-17) a confirmé 11 milliards de dollars, dont 182,7 millions co-contribués par 24 États africains.

Sources : [Finacial Afrik, 27 mai 2026](#) | [WebManagerCenter, 25 mai 2026](#) | [GhanaWeb, 27 mai 2026](#)

[RENTE ÉCOLOGIQUE]

Fonds bleu du Bassin du Congo : 3,554 milliards de dollars annoncés

Le 26 mai 2026 à Brazzaville, en marge des Assemblées BAD, la Commission climat du Bassin du Congo et la BAD ont annoncé le passage du Fonds bleu du Bassin du Congo de 100 millions de dollars initiaux à 3,554 milliards de dollars de promesses fermes, sous l'effet de partenariats avec la Banque mondiale, l'AFD, la KfW allemande, le Fonds vert pour le climat et plusieurs États du Golfe. Le fonds vise à transformer la rente écologique du deuxième massif forestier mondial (180 millions d'hectares) en levier de souveraineté économique. Le Congo-Brazzaville, hôte des Assemblées et coordinateur du fonds via la CCBC, est positionné comme État pivot. Une convention multilatérale est attendue d'ici fin 2026.

Sources : [Adiac-Congo, 26 mai 2026](#) | [Journal de Brazza, 26 mai 2026](#) | [Africa News, 26 mai 2026](#)

[MARCHÉS OBLIGATAIRES]

Congo-Brazzaville : eurobond de 850 millions de dollars à 9,5%

Le 20 mai 2026, le Trésor public du Congo-Brazzaville a clôturé une émission obligataire internationale de 850 millions de dollars, son premier eurobond depuis 2019. L'opération a recueilli un carnet d'ordres de 1,6 milliard de dollars, soit une sursouscription de 1,88x, avec un coupon de 9,5% sur 10 ans (échéance 2036). Le produit servira au refinancement de la dette commerciale et au financement de la phase 2 du port en eau profonde de Pointe-Noire. La dette publique congolaise s'établit à 96,8% du PIB selon le FMI. La prime de risque (spread de 690 bps sur le Treasury 10 ans) reflète une perception élevée mais une réintégration aux marchés. Le calendrier précédant immédiatement les Assemblées BAD à Brazzaville n'est pas fortuit.

Sources : [Finacial Afrik, 20 mai 2026](#) | [FMI Article IV Congo, mars 2026](#) | [Trésor français Eco Afrique, mai 2026](#)

[MINÉRAIS CRITIQUES]

Corridor de Lobito : 2,7 milliards de dollars contre TAZARA chinois

Le 22 mai 2026, lors de la 6e réunion ministérielle Lobito Trans-Africa Corridor à Lusaka, l'Union européenne et la US Development Finance Corporation ont confirmé un engagement combiné de 2,7 milliards de dollars sur cinq ans pour la modernisation du corridor ferroviaire reliant l'Angola au port de Lobito, à la RDC et à la Zambie. Le projet vise à acheminer le cuivre et le cobalt vers l'Atlantique. En réplique, le 24 mai, la China Civil Engineering Construction Corporation a signé avec la Zambie et la Tanzanie un avenant de 1,4 milliard de dollars pour la réhabilitation du TAZARA. La double offensive infrastructurelle révèle une concurrence directe sur la chaîne logistique des minerais critiques d'Afrique centrale.

Sources : [Reuters, 22 mai 2026](#) | [Sika Finance, 23 mai 2026](#) | [Devdiscourse, 24 mai 2026](#)

[ACCORD STRATÉGIQUE]

Accord minier RDC-USA : 18 articles, transformation locale obligatoire

Le 21 mai 2026, la République démocratique du Congo et les États-Unis ont signé à Kinshasa un accord-cadre sur les minerais critiques (cobalt, cuivre, lithium, coltan) en 18 articles. Le texte impose : transformation locale d'au moins 30% du tonnage exporté vers les États-Unis d'ici 2030, contenu local minimal de 25% pour les sous-traitants, taxe environnementale de 2,5% sur la valeur des minerais bruts. L'accord institue un Comité conjoint de mise en oeuvre et un mécanisme de règlement des différends. La signature intervient huit jours après l'accord sécuritaire Kinshasa-Washington du 13 mai. Les ONG congolaises soulignent que les engagements de transparence restent en deçà des standards de l'OCDE.

Sources : [Actualite.cd, 21 mai 2026](#) | [OCDE Due Diligence, mai 2026](#) | [Investir au Cameroun, 22 mai 2026](#)

4 000 Mds \$ ÉPARGNE AFRICAINE, CIBLE NAFAD BAD	3,554 Mds \$ FONDS BLEU BASSIN DU CONGO	850 M \$ EUROBOND CONGO-BRAZZA, SURSOUSCRIPTION 1,88X
--	---	--

S R U B R I Q U E

Gouvernance & Organisations

[ALLIANCE RÉGIONALE]

AES : Burkina Faso ratifie quatre protocoles fondateurs

Le 12 mai 2026, l'Assemblée législative de transition du Burkina Faso a ratifié à l'unanimité (59 voix sur 59) les quatre protocoles additionnels au Traité instituant la Confédération des États du Sahel (AES) signé à Niamey le 6 juillet 2024. Les textes portent sur : la défense et la sécurité collective avec un mécanisme de réaction rapide, le règlement intérieur de la Conférence des chefs d'État, le tarif extérieur commun AES (0,5% sur les importations hors zone), la liberté de circulation des personnes et la suppression des visas intra-AES. Le Mali et le Niger doivent ratifier d'ici juillet 2026 pour permettre l'entrée en vigueur, attendue le 6 juillet 2026, deuxième anniversaire de la Confédération.

Sources : [Agence d'information du Burkina, 12 mai 2026](#) | [Journal du Mali, 13 mai 2026](#) | [Anadolu Agency, 13 mai 2026](#)

[DIPLOMATIE RÉGIONALE]

CEDEAO-AES : Sommet informel de Lomé, le retour du dialogue

Le 21 mai 2026, à l'initiative du président togolais Faure Gnassingbé, médiateur officiel de la CEDEAO sur le dossier AES, un sommet informel s'est tenu à Lomé entre représentants des ministères des Affaires étrangères de la CEDEAO et de la Confédération des États du Sahel. La rencontre n'a produit aucun communiqué officiel, mais selon plusieurs sources concordantes, les délégations ont convenu de la création d'un groupe technique permanent CEDEAO-AES, de la levée immédiate des sanctions économiques résiduelles sur le Niger, et de l'engagement à préserver les acquis du marché commun ouest-africain. Le dialogue informel acte un changement de posture après six mois de gel diplomatique.

Sources : [West African Visions Network, 22 mai 2026](#) | [Togo First, 21 mai 2026](#) | [KOACI, 22 mai 2026](#)

[DÉMOCRATIE]

Éthiopie : élections du 1er juin, scrutin annoncé sans suspense

Les élections législatives éthiopiennes du 1er juin 2026 mobilisent 50,7 millions d'électeurs inscrits selon la NEBE. Le Parti de la Prospérité du premier ministre Abiy Ahmed est crédité de plus de 90% des sièges par l'ensemble des projections indépendantes. La consultation se tient sous suspension partielle dans 46 circonscriptions des régions Amhara et Tigray, frappées par les conflits internes. Plusieurs analyses convergentes, dont celle du Journal of Democracy qualifiant le scrutin de sham election, soulignent l'absence d'opposition organisée et la fermeture progressive de l'espace civique. Le contexte régional confère néanmoins à cette consultation une signification stratégique : Abiy Ahmed prépare l'agenda 2030 et la formalisation du débouché maritime éthiopien.

Sources : [Deutsche Welle, 26 mai 2026](#) | [Journal of Democracy, 22 mai 2026](#) | [ENA Ethiopia, 25 mai 2026](#)

[GOUVERNANCE ÉLECTORALE]

Côte d'Ivoire : dissolution de la CEI et tension électorale

Le 6 mai 2026, le président ivoirien Alassane Ouattara a signé un décret dissolvant la Commission électorale indépendante (CEI), à six mois de l'élection présidentielle prévue le 25 octobre 2026. Le décret invoque des dysfonctionnements répétés et nomme une commission technique de transition. L'opposition (PDCI, PPA-CI, ex-FPI) dénonce une manœuvre destinée à reconfigurer l'institution avant la présidentielle, alors que le PDCI a exclu Tidjane Thiam de sa direction en mars 2026 sur fond de litige de nationalité. La société civile et la CADHP ont publié des notes d'inquiétude. La situation ivoirienne préfigure une séquence électorale tendue dans un pays pivot de la CEDEAO.

Sources : [Al Jazeera, 7 mai 2026](#) | [Africanews, 7 mai 2026](#) | [L'Intégration, 8 mai 2026](#)

[DROITS HUMAINS]

CADHP : 87e session de Banjul, dossiers économiques en hausse

La 87e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) s'est clôturée le 20 mai 2026 à Banjul, Gambie. Sur 412 requêtes traitées, 38% portent désormais sur des droits économiques, sociaux et culturels, contre 22% en 2022. Trois décisions notables : la résolution sur les disparitions forcées en Ouganda (renvoyée à la Cour africaine), l'affaire FIACAT-Cameroun sur l'usage de la torture en milieu carcéral, et la communication 766/22 sur la responsabilité environnementale des entreprises minières en Zambie. La CADHP a également adopté une résolution recommandant l'extension des compétences de la Cour africaine aux entreprises privées.

Sources : [ACHPR, 20 mai 2026](#) | [FIACAT, 21 mai 2026](#) | [OMCT, 19 mai 2026](#)

CRITIQUE

IAFS-IV reporté : le vide stratégique IA pour l'Afrique

Le report de l'IAFS-IV laisse en suspens la doctrine IA SPIRIT indienne. L'Afrique représente moins de 2% des datacenters mondiaux. Chaque déploiement d'intelligence artificielle générative, y compris dans la santé via le partenariat Horizon 1000 entre la Fondation Gates et OpenAI dans 1 000 cliniques africaines, s'effectue sur des infrastructures qui ne sont ni contrôlées ni soumises aux juridictions africaines. La Horn Review et le Stimson Center ont publié des analyses convergentes : sans gouvernance des données ni infrastructure souveraine, toute stratégie IA reproduit la dépendance qu'elle prétend résoudre. Le cadre REST-AI présenté à Abuja le 30 avril, articulé autour de 5 piliers et 143 points d'action, constitue un levier normatif sous-utilisé.

Sources : [The Diplomat, 19 mai 2026](#) | [Horn Review, 22 mai 2026](#) | [Stimson Center, 2 mai 2026](#)

CRITIQUE

#OpSouthAfrica : 17 entités gouvernementales compromises, pic DDoS à 1 Tbps

La campagne cyber #OpSouthAfrica, déclenchée par les violences xénophobes anti-Nigériens à Johannesburg, Durban et Pretoria, a frappé 17 entités gouvernementales et para-étatiques sud-africaines durant la semaine du 22 au 28 mai 2026. Statistics SA (154 Go exfiltrés), le département des Services correctionnels (11 Go), la SASSA (28 millions de bénéficiaires potentiellement exposés), le SARS, la Civil Aviation Authority et l'Agence spatiale nationale figurent parmi les cibles confirmées. Parallèlement, le groupe Black Matter a frappé l'infrastructure télécom par DDoS : 1 Tbps sur Host Africa, 676 Gbps sur Seacom (câble sous-marin). Les rançons demandées (800 dollars par cible) signalent une opération de cartographie infrastructure plutôt qu'un objectif de profit.

Sources : [Ubuntu Guard, 18 mai 2026](#) | [LinkedIn/Imiël Visser, 25 mai 2026](#) | [ITWeb Africa, 26 mai 2026](#)

CRITIQUE

Africa Politology-SVR : 7,3 millions de dollars dans 34 pays africains

Le 19 mai 2026, le consortium d'investigation Forbidden Stories, The Continent, All Eyes on Wagner, Dossier Centre, openDemocracy et iStories a publié 1 431 pages de documents internes du réseau Africa Politology, placé sous le contrôle du Service de renseignement extérieur russe (SVR). En 2024, le réseau a dépensé 7,3 millions de dollars sur le continent, avec une présence active dans 34 pays. La stratégie Confédération de l'Indépendance cible : Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Soudan comme bastions, Sénégal, Togo, Angola comme cibles d'extension. Les méthodes documentées incluent 98 contre-agents infiltrés dans partis, armée, services de renseignement africains, et des plans de coups d'État documentés.

Sources : [The Mail & Guardian, 19 mai 2026](#) | [UK Government, 11 mai 2026](#) | [Forbidden Stories, 19 mai 2026](#)

CRITIQUE

CVE Exchange et Cisco SD-WAN : double menace continentale

Deux vulnérabilités critiques en exploitation active concernent prioritairement les infrastructures africaines. CVE-2026-42897 (CVSS 8.1) affecte Microsoft Exchange Server 2016, 2019 et Subscription Edition par une faille XSS dans Outlook Web Access, exploitée comme zero-day depuis le 15 mai 2026. CVE-2026-20182 (CVSS 10.0) frappe Cisco Catalyst SD-WAN Controller via un contournement complet d'authentification, permettant à un attaquant distant non authentifié d'injecter des clés SSH persistantes. Cisco Talos a confirmé l'exploitation active par le cluster UAT-8616. Les banques régionales, ministères et opérateurs télécom africains qui exposent le port UDP 12346 sans contrôle strict doivent être considérés comme potentiellement compromis.

Sources : [Ground News/BleepingComputer, 15 mai 2026](#) | [Rapid7, 14 mai 2026](#) | [Cisco Talos, 14 mai 2026](#)

MODÉRÉ

ANCA-RealTyme : 180 jours vers la souveraineté opérationnelle

Lors de la Geneva Cyber Week (semaine du 22 mai 2026), le Réseau africain des autorités de cybersécurité (ANCA), présidé par le Ghana et représentant 50 autorités nationales au sein de la Smart Africa Alliance, a annoncé un partenariat opérationnel avec RealTyme pour déployer en 180 jours des infrastructures de cybersécurité souveraines dans des pays-pilotes. Le calendrier est exécutoire : renforcement des capacités (jours 1-30), sélection des pays et sandbox (jours 31-90), infrastructure souveraine en production avec clés cryptographiques nationales (jours 91-180). La Convention de Malabo, ratifiée par 17 États membres de l'UA, demeure le cadre juridique de référence mais ne dispose pas de mécanisme de sanction.

Sources : [RealTyme/ANCA, 14 mai 2026](#) | [Smart Africa, 11 mai 2026](#) | [Decode39, 28 mai 2026](#)

Analyse de la Semaine

G R A N D E A N A L Y S E

La santé publique, variable géopolitique : ce que révèle le report de l'IAFS-IV

Le report sine die du quatrième Sommet Inde-Afrique pour cause d'épidémie d'Ebola n'est pas un incident sanitaire de second ordre. Il révèle une vérité que la doctrine diplomatique africaine n'a pas encore intégrée : la santé publique est désormais une dimension de la souveraineté informationnelle, donc de l'intelligence économique souveraine.

La séquence est édifiante. L'OMS déclare le 16 mai 2026 une nouvelle flambée d'Ebola en RDC, l'Ouganda confirme un cas le 18 mai. Cinq jours plus tard, le Ministry of External Affairs indien acte le report d'un sommet préparé sur dix-huit mois. Ce qui aurait dû être une question de coopération sanitaire bilatérale se transforme en effacement complet de l'agenda diplomatique africain pour le mois de mai. Aucune capitale africaine n'a publiquement proposé d'organiser le sommet en format hybride. La paralysie est moins indienne qu'africaine.

L'enseignement structurel est triple. Premièrement, la dépendance technologique en matière de surveillance épidémiologique reste totale. Les outils de séquençage dépendent de la chaîne Illumina-Oxford Nanopore, dont les bases de données primaires sont gérées hors d'Afrique. Deuxièmement, la santé est un vecteur d'influence géopolitique : la Chine a annoncé le déploiement de 80 médecins militaires en RDC, l'Inde a évoqué un don de 1 million de doses de vaccin Ervebo. Troisièmement, l'asymétrie informationnelle est documentée : le rapport Africa Politology-SVR du 19 mai cite explicitement les épidémies africaines comme cibles privilégiées des opérations de désinformation russes.

La conclusion s'impose : l'architecture africaine de la décision en matière de santé publique doit être traitée comme une priorité diplomatique. Le partenariat doctrinal et non sentimental exige que les futurs sommets, IAFS-IV reprogrammé ou autres, intègrent dans leurs déclarations finales un chapitre dédié à la souveraineté sanitaire africaine, avec des engagements chiffrés sur les laboratoires P4, les systèmes de surveillance et les bases génomiques africaines. La santé n'est plus un dossier sectoriel. Elle est une variable géopolitique de premier rang.

Focus Pays · Congo-Brazzaville, la semaine de la souveraineté assumée

◆ CONGO - BRAZZAVILLE, ÉTAT PIVOT DE L'AFRIQUE CENTRALE

Avec l'accueil des 61es Assemblées de la Banque africaine de développement (25-29 mai), le placement réussi d'un eurobond de 850 millions de dollars (20 mai) et l'annonce du passage du Fonds bleu du Bassin du Congo à 3,554 milliards de dollars (26 mai), le Congo-Brazzaville a vécu sa semaine la plus structurante de la décennie. La conjonction résulte d'un travail diplomatique méthodique conduit depuis 2024 pour positionner le pays comme État pivot de l'Afrique centrale, à la croisée du Bassin du Congo, du Golfe de Guinée et des chaînes minérales sud-katangaises.

Trois variables doivent retenir l'attention. Premièrement, la solvabilité retrouvée : le carnet d'ordres de 1,6 milliard de dollars sur l'eurobond, soit une sursouscription de 1,88x au taux de 9,5%, signe une réintégration aux marchés internationaux après six ans d'absence. La dette publique à 96,8% du PIB demeure un risque souverain élevé, mais le coupon est inférieur de 150 bps à celui obtenu par la Zambie en 2024.

Deuxièmement, la rente écologique structurée : la transformation du Fonds bleu en levier de 3,554 milliards exige désormais une gouvernance technique solide, un comité d'éligibilité, un mécanisme de monitoring, une convention multilatérale attendue d'ici fin 2026.

Troisièmement, le positionnement géopolitique : Brazzaville accueille de facto la diplomatie africaine en cette dernière semaine de mai, avec la présence simultanée de Sidi Ould Tah (BAD), Joao Lourenço (UA), et de plusieurs chefs d'État du bassin. Le défi tient à la consolidation : la pluri-dépendance du Congo exige une stratégie d'intelligence économique souveraine et un dispositif de traçabilité des engagements partenaires.

Agenda de la Semaine Prochaine

**30 mai-4
juin**
J U I N

52e session du Comité des Représentants Permanents (PRC) de l'Union africaine

Addis-Abeba (Éthiopie), préparation du Sommet de juillet, ordre du jour institutionnel et paix et sécurité.

[Source : Union africaine](#)

1er
J U I N

Élections législatives en Éthiopie

Éthiopie, 50,7 millions d'électeurs inscrits, scrutin sous suspension partielle dans 46 circonscriptions.

[Source : Commission électorale éthiopienne](#)

1-5
J U I N

9e Forum de l'OHADA, Libreville

Gabon, harmonisation du droit des affaires africain, dossier transformation numérique du registre du commerce.

[Source : OHADA](#)

3

J U I N

Processus de paix Soudan, deuxième réunion technique à Nairobi

Nairobi (Kenya), sous égide IGAD, suivi de la feuille de route de trêve présentée le 23 mai par les forces armées soudanaises.

[Source : IGAD](#)

5

J U I N

Journée mondiale de l'environnement

Suivi des engagements du Fonds bleu du Bassin du Congo annoncés à Brazzaville le 26 mai 2026.

[Source : PNUÉ](#)

S R U B R I Q U E

Ressources & Publications

- ◆ **[African Economic Outlook 2026](#)** · Banque africaine de développement, mai 2026 (croissance Afrique 4,2%, inflation 10,4%)
- ◆ **[Russia's Setback in Mali: Intelligence Failures, Strategic Limits and the Future of Moscow's Africa Project](#)** · Robert Lansing Institute, 11 mai 2026 (analyse structurelle de la déroute Africa Corps)
- ◆ **[Africa's New Information War: The Leaked Files](#)** · Mail & Guardian / Forbidden Stories consortium, 19 mai 2026 (1 431 pages exposant Africa Politology-SVR)
- ◆ **[Artificial Intelligence, Data Sovereignty, and the African Union](#)** · Horn Review, 22 mai 2026 (cadre de gouvernance IA continentale)
- ◆ **[Priorities for Africa: AI Governance at the Global and National Level](#)** · Stimson Center, 2 mai 2026 (recommandations doctrinales)

**LE SAVIEZ-VOUS ?**

L'Africa Corps russe, successeur de Wagner après l'opération de juin 2024, ne représente plus aujourd'hui que la moitié de ses effectifs initiaux sur le théâtre malien, selon les estimations convergentes du Robert Lansing Institute et de BBC Russian. La perte des trois villes stratégiques de Kidal, Tessalit et Aguelhok entre le 26 avril et le 5 mai 2026 illustre l'écart entre la rhétorique de partenariats militaires souverains et la réalité opérationnelle. Une leçon de méthode pour les architectes des doctrines de défense collective : la conditionnalité africaine exige des indicateurs vérifiables, non des serments. Source : The Spectator Australia, 27 mai 2026.

Nos services · Accompagner les décideurs

Noein & Cie met son expertise au service des institutions, des gouvernements, des entreprises et des chercheurs qui placent la souveraineté africaine au cœur de leur action.



Veille stratégique sur mesure

Notes hebdomadaires confidentielles, alertes signaux faibles, dossiers pays et synthèses sectorielles pour cabinets, ministères et directions générales.



Conseil en intelligence économique

Diagnostic IE, structuration de cellules d'analyse souveraines, accompagnement à la décision sur dossiers stratégiques et négociations bilatérales.



Formation & conférences

Cycles exécutifs, masterclasses doctrinales et conférences sur la géopolitique africaine, l'IE souveraine et la diplomatie économique.



Relations institutionnelles

Mise en relation avec les acteurs clés du continent, organisation de rencontres bilatérales et appui protocolaire pour vos démarches africaines.



Évaluation des politiques publiques pour l'Afrique

Analyses d'impact, revues stratégiques et ateliers de renforcement de capacités destinés aux élus, hauts fonctionnaires et cadres de l'administration africaine : conception, suivi et évaluation des politiques publiques au service de la souveraineté décisionnelle.

É C H A N G E R A V E C N O T R E É Q U I P E

Mission, intervention ou abonnement premium www.noein-cie.com · deve.mabougou@noein-cie.com

Noein & Cie. Expertise · Cabinet de conseil stratégique · Intelligence économique · Relations internationales · 102 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
Directeur de la publication : Deve Mabougou · Bulletin édité chaque vendredi · SIRET 938 138 807 0001 · RCS Paris B 938 138 807 · © 2026 Noein & Cie. Tous droits réservés.